



Développement de la caféiculture paysanne et concessions de terres sur le plateau des Bolovens (Sud Laos): synergie ou antagonisme?

Bertrand Sallée, Jean-Christian Tulet

► To cite this version:

Bertrand Sallée, Jean-Christian Tulet. Développement de la caféiculture paysanne et concessions de terres sur le plateau des Bolovens (Sud Laos): synergie ou antagonisme?. Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux, 2010, 249, pp.93-120. 10.4000/com.5886 . hal-02555341

HAL Id: hal-02555341

<https://univ-tlse2.hal.science/hal-02555341>

Submitted on 27 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

249 | Janvier-Mars 2010

Dynamiques des campagnes tropicales

Développement de la caféiculture paysanne et concessions de terres sur le plateau des Bolovens (Sud Laos): synergie ou antagonisme?

Bertrand Sallée et Jean-Christian Tulet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/5886>

DOI : 10.4000/com.5886

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2010

Pagination : 93-120

ISBN : 978-2-86781-659-8

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Bertrand Sallée et Jean-Christian Tulet, « Développement de la caféiculture paysanne et concessions de terres sur le plateau des Bolovens (Sud Laos): synergie ou antagonisme? », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 249 | Janvier-Mars 2010, mis en ligne le 17 juin 2010, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/5886> ; DOI : 10.4000/com.5886

Développement de la caféiculture paysanne et concessions de terres sur le plateau des Bolovens (Sud Laos): synergie ou antagonisme ?

Bertrand SALLÉE¹
et Jean-Christian TULET²

Situé dans le sud du Laos, le plateau des Bolovens s'identifie très clairement de la Cordillère Annamitique où se situe la frontière avec le Viêt-Nam (fig. 1). Ce bloc de 4 800 km² de relative haute terre présente souvent des abords très abrupts, marqués par des chutes d'eau parfois spectaculaires. Toutefois, lorsqu'on vient de Paksé, sur le Mékong, on y accède insensiblement par la route. Seule, une relative fraîcheur témoigne qu'on a pris de l'altitude, l'essentiel du plateau se situant au-dessus de 1 000 m. Cette élévation s'accompagne de la modification de la composition ethnique de la population. On se trouve alors chez les Laven, des « Lao Theung » ou Lao des versants, qui se distinguent (ou qui sont distingués) des « Lao Lum » correspondant aux populations des vallées et terres basses, formant la majorité de la population. Pour ces derniers, les Bolovens sont longtemps apparus comme un monde à part, réputé hostile aux populations venant d'ailleurs, où la culture du riz devenait plus difficile. Beaucoup parmi ceux qui sont venus s'y installer ne sont d'ailleurs pas venus spontanément. Selon des données de 1999, la population demeure encore assez faible, avec environ 150 000 habitants, répartis dans 358 villes et villages (31,2 hab./km²), dont 70 % de Laven (Fortunel, 2007).

1. CIRAD; mél : bertrand.sallee@cirad.fr

2. GEODE- CNRS, Maison de la Recherche, 5 Allées A. Machado, 32000 Toulouse – Le Mirail CEDEX; mél : tulet@univ-tlse2.fr



Figure 1 – Localisation du Plateau des Bolovens

Le plateau est pratiquement le seul endroit du pays où l'on peut développer la caféiculture. De fait, cultiver du caféier constitue la motivation et l'occupation fondamentale de la plupart des habitants. Il s'agit d'une tradition ancienne dans la région, puisque le caféier a été introduit après la Première Guerre mondiale, et qu'il s'est rapidement diffusé (Duris, Bonnal et Pilecki, 2002). Cette culture a toutefois connu une évolution très mouvementée : une petite histoire locale avec des liens très étroits avec la grande. Les guerres, tout particulièrement celle contre les Américains, ont joué un rôle majeur dans les fluctuations de la mise en valeur régionale, tout comme les changements qui ensuite se sont succédés dans les politiques nationales.

Si cette histoire très mouvementée a largement contribué à structurer l'organisation régionale, et si elle reste encore très présente dans les esprits, on se trouve désormais dans une période tout à fait nouvelle, avec une problématique très différente de celle qui a prévalu jusqu'à ces dernières années. La culture du caféier *arabica*, encore modeste, mais en très forte expansion, procure une prospérité qui n'a jamais été aussi manifeste. Elle contribue à fortifier une nouvelle société paysanne, très composite quant à

ses origines, mais très dynamique. Toutefois, sa confiance dans l'avenir serait beaucoup plus assurée si des opérations d'aménagement, sur lesquelles la population locale n'a aucun pouvoir d'intervention, ne menaçaient pas de compromettre la prospérité actuelle.

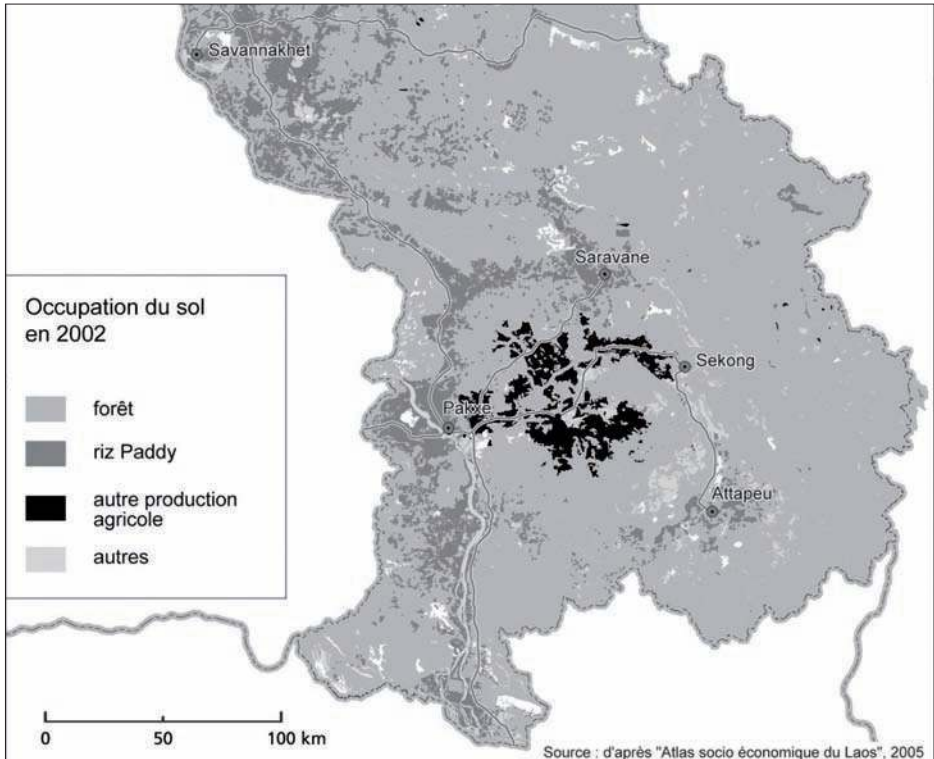


Figure 2 – Occupation du sol au sud Laos

A – Le développement d'une paysannerie de caféiculteurs

1 – La situation actuelle de la caféiculture

La culture du caféier du plateau des Bolovens constitue une des activités agricoles majeures du Laos, représentant 16 % des exportations du pays dans la période 2004-2005. La quasi-totalité du café est cueillie dans la Région Sud du pays (tabl. 1), celle des provinces de Saravane, Sekong, Attapeu, et Champassak, où les plantations couvriraient entre 30 et 40 % de la surface utilisée. Selon une étude récente, 84 % des « maisons » (une maison peut regrouper plusieurs familles) dépendent à plus de 50 % des revenus de la caféiculture et pour 34 % d'entre elles, il s'agit du revenu exclusif (Sallée,

2007, p. 12). Cette activité possède bien évidemment un important effet d'entraînement régional au niveau des emplois, en particulier pendant la période de récolte, et dans les industries de conditionnement, de torréfaction et d'exportation.

	Surface (ha)	Production (t.)
Région Nord	125	80
Région Centrale	30	20
Région Sud	42 425	24 900
Total	42 580	25 000

Tableau 1 – La production caféière laotienne par Région, 2004-2006

(Source : LAOS. Ministry of Agriculture, 2006)

La Province de Champassak est essentielle dans la distribution des surfaces en caféiers, avec 59 % des plantations et près de 59 % de la production (tabl. 2). En 2007-2008, elle a exporté pour 24 millions de dollars US³.

	Surface (ha)	Production (tonnes)
Champassak	25 100	14 610
Saravane	13 100	7 830
Sékong	3 865	2 200
Attapeu	360	260
Total	42 425	24 900

Tableau 2 – Production caféière par province (2004 – 2005)

(Source : LAOS. Ministry of Agriculture, 2006)

Selon des données de 2006 – 2007 (Metz et Sarfati, 2008), les unités de production sont actuellement estimées à 27 000. Pour l'instant, les exploitations de grande taille réellement présentes sur le terrain et avec une production de café, sont peu nombreuses : une vingtaine environ. L'écrasante majorité des exploitations est de taille très réduite :

- 25 % des producteurs exploitent moins d'1 ha ;
- 47 % entre 1 et 3 ha ;
- 25 % entre 3 et 6 ha ;
- 3 % sont supérieures à 6 ha.

3. Déclaration de M. Champa Khamsoukhay, Ministère de la Planification

Cette modestie des surfaces exploitées ne peut pas surprendre. En l'absence de toute mécanisation, et sans l'appui d'une main-d'œuvre salariée, elle correspond aux capacités de travail d'une famille. La plupart des personnes interrogées durant les enquêtes confirment qu'elles exploitent autour de 2 ha de caféières, certaines disent qu'il leur en faudrait davantage, jusqu'à 5 ha, mais cette affirmation est mise en doute par d'autres.

Longtemps le caféier *robusta* a joué un rôle primordial dans la région, en particulier du fait de sa relative rusticité et de rendements élevés pour un investissement limité en travail. Mais le renouveau des dernières années est d'abord lié au développement du caféier *arabica*, en particulier dans sa variété *catimor*.

	Surface totale (ha)	% C. <i>robusta</i>	% C. <i>arabica</i>
1990	17 066	> 99, 0	Reste de C. <i>typica</i>
1999	25 000	98, 5	1,5
2007	45 000	87, 0	13, 0

Tableau n° 3 – Évolution des surfaces en caféiers du plateau des Bolovens selon la variété

(Source : Galindo et Sallée, 2007, p. 7)

La surface en caféiers *robusta* demeure importante. En 2007 (Galindo et Sallée, 2007, p. 7), on a récolté 15 500 t. de café *robusta* sur 39 000 ha, ce qui donne une moyenne de 400 kg/ha. Ce rendement est assez faible. Une bonne part du verger ne reçoit pas d'entretien, le planteur se contentant de récolter ce qui vient spontanément. Aujourd'hui c'est le caféier *arabica* qui dynamise la production. Sa surface en production ne couvre encore au total que 6 000 ha, mais elle assure déjà une production de 3 000 t. Les jeunes plantations de caféiers *arabica* non encore productives couvrent également 6 000 ha. Enfin, 15 millions de plants se trouveraient dans différentes pépinières, correspondant à une surface théorique supplémentaire de 3 300 ha. Au total, pour la région concernée, la caféiculture *robusta* comprendrait en 2007 près de 57 % de vieilles caféières et 43 % de jeunes caféières, tandis que la caféiculture *arabica* serait composée à près de 80 % de jeunes plantations et à 20 % de vieilles (Metz et Sarfati, 2008, p. 15).

2 – Une histoire chaotique

La période actuelle constitue une nouvelle étape dans une histoire relativement ancienne. Cela fait très longtemps qu'ont été révélées les très grandes potentialités de cette région. Un texte de 1929 en soulignait déjà les

avantages, tout en étant finalement relativement sceptique sur les chances réelles de son développement dans un délai proche (Dauplay, 1929).

Comme beaucoup de terres à caféiers, le socle du plateau des Bolovens, constitué de schistes et de grès, est recouvert au Quaternaire par de puissantes coulées basaltiques au sud et au nord-ouest, et de débris pyroclastiques au nord et au nord-ouest, ce qui provoque une pédogenèse favorable à la création de sols de bonne qualité. La caféiculture n'est toutefois pas partout possible avec, entre 400 et 900 m, des affleurements du socle gréseux et des sols très sableux et, au-dessus de 900 m la présence d'îlots de sols noirs hydromorphes d'origine volcanique qui l'interdisent (Duris, Bonnal et Pilecki, 2002). Ailleurs, les sols qui dérivent des coulées basaltiques sont particulièrement propices à la caféiculture. Le climat est également favorable, avec des précipitations abondantes (de 2 000 mm à 3 500 mm selon l'altitude), réparties sur une saison des pluies assez longue, de mars - avril à octobre - novembre. À Paksong, sur le plateau, la température évolue entre 11 °C. et 27 °C. La période sèche peut s'accompagner d'une véritable fraîcheur.

Dès les années 1920, la puissance coloniale tente de développer la caféiculture. Une station d'expérimentation et d'élevage fut même mise en place. Puis après des troubles ayant provoqué l'arrêt de toute initiative, une « ferme de colonisation » des Bolovens et une coopérative sont créées, avec un certains succès. Elles auraient représenté un tiers des plantations de caféiers à la fin des années 1930, sur les 10 000 ha qu'aurait compté le plateau à cette époque. La récolte aurait alors représenté 4 500 t, produite en grande partie par des petits producteurs (Taillard, 2005). La période de la Seconde Guerre mondiale et des événements qui ont suivi, n'a évidemment pas été favorable à l'épanouissement des plantations. Des gelées et une forte attaque de rouille orangée les auraient également affectées. Avec l'intensification de la guerre entre 1956 et 1970 et les bombardements américains (à partir de 1970-1971), la production de café diminue fortement. On procède toutefois à diverses tentatives de replantation, aboutissant à une reconstruction partielle de la caféiculture, le caféier *arabica* laissant alors place au caféier *robusta*, plus résistant aux attaques d'*Hemileia vastatrix* et aux aléas climatiques.

À leur tour, les nouvelles autorités souhaitent promouvoir le caféier sur le plateau des Bolovens. Elles implantent des coopératives et des fermes d'État, avec des succès inégaux. Des soldats démobilisés, mais également des « séminaristes », pour rééducation politique, sont installés dans des villages sur le plateau. Il semble que beaucoup de ces nouveaux habitants aient connu de très grandes difficultés, d'autant que tous ne bénéficiaient pas d'une aide matérielle. Il était difficile à ces paysans du riz, venus de terres plus chaudes, de

s'habituer à des conditions de vie aussi différentes de ce qu'ils avaient connu jusque là. Beaucoup, dès qu'ils en ont eu la possibilité, sont partis ailleurs.

On dispense à ceux qui persévèrent quelques éléments de pratique de la caféiculture, sous l'égide de Cubains, mais également d'ingénieurs de l'Allemagne de l'Est (le café étant exporté vers les pays de l'Est). La rusticité du caféier *robusta* permet une amélioration relative de la situation. La caféiculture repart, mais toujours avec des hauts et des bas. En particulier, les coopératives d'État, qui localement n'ont pourtant duré que deux ans, ont laissé un souvenir qui pèse encore aujourd'hui sur toutes les propositions d'organisation collective de la production :

c'était n'importe quoi ! C'était difficile de manger. Si nous vendions le café, nous recevions un coupon et pas d'argent, et ensuite on ne savait plus rien de ce qui se passait !

Le tableau de la caféiculture proposé par J.L. Battini (1991) pour la période des années 1970 et 1980 n'est guère brillant :

La production et les exportations de café se sont progressivement accrues, pour culminer à environ 7 000 tonnes au début des années 70. Depuis cette époque, la production ne cesse de régresser jusqu'au début des années 80 où elle atteint moins de 4 000 tonnes. La chute constatée est la conséquence d'événements internes ayant abouti au changement politique de 1975. Dans certaines zones, la plupart des caféières ont été désertées et laissées à l'abandon. Le niveau général d'entretien des plantations et des soins apportés aux caféiers a considérablement baissé, les paysans s'étant repliés sur une agriculture de subsistance.

La petite augmentation de production qui a suivi ne fut pas due à une amélioration de la capacité productive des anciennes plantations, mais surtout à la récupération des récoltes des plantations abandonnées et à la plantation de nouvelles parcelles, conséquence de quelques augmentations du prix du café au planteur.

À la fin des années 1990, les superficies plantées en caféiers *robusta* couvraient la quasi-totalité de 20 000 ha de caféiers.

3 – Le choix d'une politique de promotion d'un café de haute qualité

La rénovation des caféières ne s'effectue que depuis quelques années (photos). En fait elle a démarré à une époque où les prix internationaux se situaient au plus bas⁴. En 1988-1989, la filière du café a été libéralisée et des

4. Très souvent le démarrage d'une caféiculture n'obéit pas aux injonctions du marché international, mais à des raisons internes au pays, avec des causes très diverses, pas toujours en relation avec le prix payé au producteur (par exemple le souci d'une appropriation foncière)

exportateurs privés ont pu s'installer et développer un négoce en direction de l'international. Le prix du café, qui n'est plus fixé par l'État, connaît alors une hausse significative. La production passe de 8 270 t en 1996-1997 à 13 560 t en 1997-1998, avec un rendement moyen estimé à 550-600 kg/ha et des nouvelles plantations de l'ordre de 3 000 à 5 000 ha tous les ans (Duris, Bonnal et Pilecki, 2002). La filière caféicole s'est également renforcée en s'appuyant sur divers programmes internationaux (*Food and Agricultural Organization* (FAO) en 1984 et depuis 2003 ; Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en 1978 et 1984 ; Banque mondiale en 1991 ; Agence française de développement (AFD) avec le gouvernement lao depuis 1997).

Le dernier programme développé est le « Point d'Application des Bolovens » (PAB) du « Programme de Capitalisation en Appui au Développement Rural » (PCADR). Le précédent projet de développement, le « Projet de Développement Rural du Plateau des Bolovens » (PDRPB) s'était surtout focalisé sur les conditions d'adoption d'une arabicaculture « moderne » en adéquation avec les différentes stratégies paysannes. Le programme du PAB traduit une inflexion par rapport aux précédents programmes en orientant son action sur l'amélioration des revenus des producteurs par la valorisation de cafés « haut de gamme ». Pour atteindre cet objectif, le PAB a suggéré la transformation du café par voie humide, avec pour cela la mise en place d'équipements collectifs. Cette proposition constituait un pari d'autant plus risqué que le mauvais souvenir des coopératives d'État demeurerait très vif. Il a donc été nécessaire de faire preuve de beaucoup de pédagogie, en insistant sur le fait qu'il n'y avait aucune contrainte, que l'adhésion était volontaire et que rien ne serait imposé bureaucratiquement. D'autre part, la production elle-même restait individuelle : il s'agissait de grouper les producteurs et non pas de collectiviser la production.

Afin d'obtenir la meilleure qualité possible, et de pouvoir éventuellement écouler la production sur des marchés de niche à forte valeur ajoutée, le PAB a donc proposé aux groupements de producteurs de construire des centres collectifs de traitement du café et d'y effectuer toutes les opérations jusqu'au séchage, sans individualisation du café, avec des règles strictes de fonctionnement et des contrôles de qualité fréquents. Finalement un des objectifs du Point d'Application des Bolovens était d'améliorer la rémunération des producteurs de café en augmentant la valeur du produit vendu. Les producteurs devaient être en mesure :

- de ne plus vendre leur production en cerises, à des intermédiaires ou à des exportateurs ;
- d'avoir les moyens de réaliser la transformation post-récolte des cerises ;

- de faire reconnaître la qualité produite par une prime (Sallée et Lomany, 2008, p. 12).

Le Point d'Application des Bolovens (PAB) (Diaz Pedregal, 2008, p. 14 (paragraphe) et suivantes) a ainsi contribué depuis 2005 à la création de 53 groupements de producteurs de café, représentant au total environ 2625 familles de producteurs. Ces groupements ont constitué des fonds propres avec la cotisation annuelle des membres, le remboursement des intrants distribués par les groupements à ses membres (le PAB subventionne ces intrants) et le versement de la moitié de l'investissement fourni par le PAB pour la construction des centres collectifs de traitement du café. Ce fonds sert au fonctionnement du groupement, du centre de traitement, mais aussi à l'octroi de crédits pour lutter contre la vente sur pied et le crédit usurier. En 2007, ils se sont associés au sein d'une structure de second niveau, l'Association des Groupements de Producteurs de Café du Plateau des Bolovens (AGPC).

Les témoignages recueillis concernant la création et le fonctionnement de ces structures apparaissent très positifs. En général, un groupement PAB installé dans un village rassemble l'essentiel des familles, même si, héritage d'un passé toujours proche, toujours douloureux et jamais oublié, le fonctionnement, les obligations, les règles collectives ont beaucoup inquiété et inquiètent encore. Il semble toutefois que très vite un consensus s'élabore. L'affichage de dix règles fondamentales de fonctionnement semble avoir joué un rôle important, parce que précisément elles étaient affichées, donc contrôlables et que le fonctionnement collectif n'était pas soumis à l'arbitraire d'une personne ou d'un groupe : le contrat qu'on devait passer était donc clair et sans équivoque. Les contraintes nouvelles sont acceptées, parce qu'elles ont pour contrepartie une rémunération largement supérieure à celle d'autrefois, mais également grâce aux avantages procurés par le fonds propre, qui assure le financement d'équipements collectifs très appréciés. Le petit crédit est également très prisé. Avant cela le recours aux prêteurs usuriers constituait une source très importante d'appauvrissement des producteurs.

La dynamique ainsi créée, d'autres avantages deviennent plus perceptibles et tendent à devenir tout aussi déterminants que les avantages matériels directs. Certains affirment très clairement que le groupe est un lieu où l'on peut créer de la solidarité entre villageois. Par ailleurs, le temps libéré pour la famille par la prise en charge des opérations de dépulpage, par la rotation qui est appliquée entre les membres du groupe, est également très apprécié. Il ne s'agit pas d'une opinion individuelle, mais assez générale, entendue dans plusieurs villages. La fierté de mieux produire est également avancée. Le succès aidant, des projets nouveaux d'investissement sont envisagés, qui aboutissent eux-mêmes au renforcement de la cohésion du groupe.

Les actions du PAB sont perçues comme largement responsables de la situation favorable actuelle, dans la mesure où elles assurent une retombée locale beaucoup grande des bénéfices retirés de la caféiculture. On ne peut guère expliquer d'une autre manière la volonté de dizaines de familles de vouloir s'incorporer aux activités des divers centres, tout comme les demandes de créations de nouveaux centres.

3 – Les productions d'appoint

Le maraîchage existe, avec de nombreuses parcelles disséminées çà et là, mais finalement moins qu'on aurait pu le penser et, de plus, il ne semble guère progresser. Les bastions de hautes terres, propices à la culture de légumes d'origine tempérée sont pourtant assez peu nombreux dans la région, mais on aurait pu imaginer une situation différente. Le chou constitue la seule spéculation importante, en général exportée vers la Thaïlande (11 000 t en 2007). En fait, il existe une demande très ancienne de la part de ce pays, qui n'apparaissait pas autrefois, les ventes s'effectuant en contrebande. Mais cela reste stable. La cristophine semble également jouer un rôle non négligeable pour certains agriculteurs, tout comme le concombre. La cardamome a pu avoir à un moment une certaine importance, mais ce n'est plus le cas actuellement. On observe assez peu d'arbres fruitiers. Certains ont essayé, sans succès : cela ne produisait pas assez. Il n'y a pas davantage de bananiers dans le paysage, ils seraient morts lorsque les caféiers se seraient mis à grandir. On voit quelques papayers. Au total, finalement peu de choses.

En fait ces cultures d'appoint se divisent en deux catégories, celles destinées à la vente, il s'agit principalement du chou, et celles destinées à l'autoconsommation. Dans le premier cas, les entretiens et les visites de parcelles montrent clairement que le chou se situe sous la dépendance de la caféiculture. Il constitue une sorte de culture « dérobée » qu'on met en place lorsque l'on plante des caféiers, pendant la période où ceux-ci ne produisent pas encore.

Les rendements obtenus semblent tout à fait convenables (25 t pour le chou, 6 t pour la pomme de terre, 10 t pour le chou chinois). Le chou peut être récolté jusqu'à trois fois dans l'année (si on dispose d'une alimentation en eau pendant la saison sèche, cela ne semble pas poser trop de problèmes) et il peut se vendre jusqu'à 4 000 kips le kilogramme⁵, quand la demande est très forte. Mais lorsqu'elle est faible, les prix peuvent chuter jusqu'à 200 à 300 kips/kg, ce qui fait donc un différentiel énorme, de 1 à 20. Comme il faut dépenser de l'argent pour les applications d'intrants (400 kg d'engrais pour 18 000

5. 1 euro est environ égal à 12 000 Kips.

pieds), cela représente un risque et peut coûter cher. Certains disent qu'ils se consacraient bien volontiers à ces cultures s'ils avaient un minimum de sécurité dans la vente, ce qui est loin d'être le cas. Par ailleurs, ces spéculations légumières sont difficiles à intégrer dans une stratégie globale de valorisation des productions par la certification « biologique », comme c'est le cas pour les producteurs de café de l'AGPC

Ces fluctuations très fortes de prix ne peuvent pas être supportées par n'importe qui : il faut pour le moins disposer de quelques réserves financières, ce qui exclut une bonne part des producteurs locaux. Mais il existe une autre raison sérieuse limitant la diffusion de ces spéculations. Le problème tient surtout à la mobilisation de la force de travail. Les prix sont au plus haut au moment de la période de récolte du café, c'est-à-dire, à un moment où tout le monde est mobilisé pour la cueillette. La main-d'œuvre disponible ne permet donc pas de maintenir les deux activités en parallèle. Or, il est clairement dit par les interlocuteurs que « c'est le café qui compte ! », c'est lui qui garantit la pérennité de l'exploitation, parce qu'il est beaucoup plus sûr. Les légumes sont toujours considérés comme une ressource secondaire, abandonnée lorsque le café est en âge de produire. On plante donc le chou surtout pendant la période de la saison des pluies, lorsque la main-d'œuvre est disponible, les « bénéfices » que l'on en tire permettant d'attendre ceux du café, dont les revenus sont beaucoup moins sujets aux fluctuations de prix.

La deuxième catégorie de cultures d'appoint est celle qui contribue à assurer une part non négligeable d'autosubsistance. Celle-ci a d'ailleurs fortement diminué depuis que les producteurs ne peuvent plus produire la quantité de riz qui leur est nécessaire. Le riz pluvial a pratiquement disparu, on en sème un peu lorsqu'on défriche une nouvelle parcelle, pendant quelques années. On le regrette d'ailleurs beaucoup, parce qu'il bénéficiait d'une très bonne saveur. Mais à présent, il faut acheter celui du marché et cela représente un poste de dépense très important, où sont investis l'essentiel des revenus du café. D'autres aliments, ou divers condiments sont également achetés, dans des proportions très variables selon les villages et leur degré de prospérité ou d'éloignement : sel, gingembre, piment (on continue à en produire, mais pas assez), glutamate, citron, sucre, poisson fermenté, quelques poissons, de la viande (là encore avec beaucoup de différences selon les villages et leur degré d'intégration au marché)...

Une bonne partie du reste de ce qui est consommé est produit sur place, en particulier lorsqu'on replante du caféier ou qu'on défriche une nouvelle parcelle. La diversité des plantes semées sur la même parcelle (entre les jeunes caféiers en particulier) est très grande, (haricot, potiron, piments, légumes, papayers...), dans un désordre apparent, mais dont la logique est évidente pour

les jardiniers ou les jardinières. Tout cela assure une couverture alimentaire satisfaisante, même si, là encore, celle-ci apparaît très variable selon les lieux. Les légumes cultivés pour la vente entrent également dans la consommation familiale. Ils l'ont d'abord été pour cela, avant de faire l'objet d'un négoce.

Quant aux bovins, il semble qu'on en connaisse très peu le goût : on en mange de la viande bovine de manière exceptionnelle. Il s'agit le plus souvent d'une consommation festive, lorsqu'on se groupe pour acheter une bête au propriétaire et qu'on se partage la viande. La viande consommée est surtout celle des volailles, présentes partout, celle de porc également. Sa présence fait partie de la vie quotidienne du village, en contribuant également à son nettoyage..., bien que certains en aient très peu, parce qu'ils sont accusés, comme les chèvres, de détruire les plantations. Assez curieusement, ce reproche n'a jamais été entendu à propos des bovins, alors qu'ils circulent partout en toute liberté, qu'ils semblent être tout aussi responsables de dégâts et que leur appartenance est beaucoup plus sélective que celle des animaux de basse-cour.

4 – Croissance de la consommation

Toutes les personnes interrogées⁶ sont unanimes : depuis le début des années 2000, on vit mieux, et la consommation augmente. Les priorités pour celle-ci apparaissent assez clairement hiérarchisées pour la population locale. En premier lieu vient la maison. Et cela se voit ! Le nombre de maisons neuves (le plus souvent construites selon le plan traditionnel) ou rénovées est tout à fait impressionnant sur le Plateau, en particulier lorsqu'on les compare avec celles des régions plus basses, souvent plus sommaires. Une maison coûte entre 3 et 5 millions de kips, lorsqu'elle n'est pas trop chère. Cette somme correspond en fait à l'achat des matériaux, à de la boisson et à de la nourriture. Quand on construit une maison, il s'agit d'un travail collectif auquel tout le monde participe. C'est une des occasions de festoyer, avec les mariages et la fête du village. Une maison dure plus de 10 ans. Après, il faut changer les

6. Quelques témoignages parmi beaucoup d'autres :

- « C'est mieux aujourd'hui qu'avant. Il y avait des difficultés avec le riz, des années oui, des années non... Le café a permis d'améliorer le niveau de vie. Depuis 4 ou 5 ans, le café est devenu la culture dominante. »

- « Aujourd'hui on vit mieux... Ca change après 2000. Avant il n'y avait pas de moyen de transport, actuellement il y a le *tok-tok*, la camionnette, la moto... Les motos sont apparues vers 1987, mais il n'y en avait que deux dans le village. »

- « À présent on mange du poisson ou de la viande presque tous les jours. On mange comme ça depuis 2002, avant on était obligé de chercher à manger partout (poissons de rivière, rats). Le niveau de vie augmente depuis 2000. On achète beaucoup plus. »

cloisons, la toiture (tressage de feuillages de bambou, qui protège très bien de la pluie). La toiture en zinc dure plus longtemps.

La moto constitue la deuxième priorité d'achat. Elle est devenue beaucoup plus accessible avec l'arrivée des productions chinoises, de bien moins bonne qualité que les Thaïlandaises, mais beaucoup moins chères, puisqu'elles sont vendues à moitié prix. Elles coûtent tout de même 5 millions de kips, c'est-à-dire un prix équivalent à celui des matériaux nécessaire à l'édification d'une maison. Mais dès que cela est possible on procède à son achat, parce les motos jouent un rôle considérable dans le désenclavement des villages. Elles sont d'ailleurs soumises à rude épreuve et durent beaucoup moins longtemps que celles de leurs homologues urbains.

Le téléphone portable, beaucoup plus accessible à l'achat, participe de la même volonté de communication avec l'extérieur.

Le *tok-tok*, un motoculteur transformé en engin de transport, fait désormais partie du paysage quotidien. On en trouve de tous types, de toutes formes, grâce à des bricolages souvent ingénieux. Il permet un déplacement plus aisé, mais à une échelle plus réduite que pour la moto, avec le transport des personnes et des marchandises depuis la parcelle jusqu'à la maison. En fait, son usage est polymorphe, puisque il sert en premier lieu au remplacement des chevaux ou de la paire de bœufs que chaque famille était obligée de posséder ou de louer pour tirer la charrue. Mais le moteur peut également servir à l'entraînement d'une dépulpeuse.

Même s'ils ne tirent plus de charrue, les bovins sont loin d'avoir disparu. En fait ils demeurent toujours très appréciés. Dans une société encore assez largement homogène, grâce à une capacité de travail assez équivalente entre les familles, ils constituent un élément très important de discrimination entre les familles aisées, c'est-à-dire celles qui disposent de quelques têtes et les autres, celles qui n'en ont pas. Il suffit pour les premières de disposer d'un petit troupeau : leur entretien ne coûte rien, puisque les animaux divaguent à leur convenance sur tout le territoire dépendant de la communauté. Par contre, le veau éventuellement disponible, le bovin adulte lui-même permet à la famille de ne pas s'endetter à l'occasion d'une dépense exceptionnelle (construction ou reconstruction de la maison, maladie, décès, mariage, inscription d'un enfant au lycée ou à l'université...). Figure assez habituelle de très nombreuses sociétés paysannes tropicales, le bovin est une « caisse d'épargne » sur patte. Dans les Bolovens, la vente d'une vache peut procurer entre 2 et 3 millions de kips.

Assez curieusement l'amélioration de la diète alimentaire n'apparaît pas spontanément dans les commentaires des personnes interrogées. Il faut un

peu insister pour qu'on admette que dans ce cas également, il s'est produit une amélioration tout à fait significative, avec une relative diversification de la nourriture disponible, en particulier avec une consommation de viande qui n'est plus aussi exceptionnelle qu'autrefois. La consommation de riz demeure toutefois considérable. Les personnes interrogées disent qu'il faut environ 2 t de riz par famille de 7 personnes, davantage quand il y a du monde supplémentaire pour travailler. Elles précisent même que cela fait 0,8 kg par personne et par jour, et que cela ne fait pas beaucoup pour les trois repas : parce que, disent-ils, les gens travaillent beaucoup ! Si la population rencontrée semble *a priori* en bonne santé, elle est d'ailleurs loin de connaître l'embonpoint de beaucoup de Thaïlandais, et même de la relative prise de poids qu'on peut observer chez certains Vietnamiens des villes.

Ce sentiment de vivre mieux aujourd'hui, de consommer davantage (donc de provoquer des effets induits sur l'ensemble de la région, en particulier avec la multiplication des commerces) est à peu près partagé par tous les villages produisant du café. Le contraste est d'ailleurs tout à fait remarquable entre ces derniers et ceux situés en contrebas, sur les piedmonts, où l'altitude ne permet pas les mêmes productions, avec des constructions beaucoup plus rustiques et surtout des ressources de toute évidence beaucoup plus limitées. Au niveau national, le Plateau des Bolovens constitue un îlot de moindre pauvreté rurale.

B – Le développement compromis par la multiplication des concessions de terres

La dynamique en cours risque d'être compromise ou même stoppée par des initiatives supposées être plus rentables. Des programmes miniers de très grande ampleur (avec des financements portant sur plusieurs milliards de US \$) ont été mis sur pied, à partir de l'extraction de bauxite effectuée au sud-ouest du Plateau et sa transformation en aluminium, en particulier sur l'injonction de la Chine, qui déjà extrait et transforme la bauxite de l'autre côté de la frontière vietnamienne. Ces projets auraient de toute évidence une incidence catastrophique sur la production de café. Mais la crise est passée par là et ces projets pharaoniques sont renvoyés à des temps plus opportuns.

Le problème des concessions se pose de manière beaucoup plus immédiate, puisqu'il est en cours et que les populations locales en mesurent les effets dès à présent.

1 – Un phénomène mondial

Depuis quelques années, une option de développement devient de plus en plus attractive auprès de divers responsables, non seulement dans le cas

du plateau des Bolovens, mais dans une bonne part des pays du monde tropical souhaitant accélérer le développement de leur monde rural. Il s'agit d'allouer des portions du territoire à des sociétés multinationales, à charge pour ces dernières d'investir massivement dans ces territoires. Bien entendu, en contrepartie, n'étant en rien des associations de bienfaisance, ces sociétés comptent produire et rapatrier des bénéfices importants.

- Pour les tenants de cette politique, l'utilité de ces concessions tient au fait que la terre ne peut pas être véritablement et correctement mise en valeur par les populations paysannes locales pour deux raisons fondamentales :

- Les détenteurs de concessions disposent de capitaux et de moyens technologiques sans aucune comparaison possible avec ceux des producteurs locaux. Leurs investissements sont supposés enrichir le pays. Ils doivent donc faciliter un développement rapide des milieux où ils interviennent.

- Les paysans n'auraient que des connaissances limitées, ou pas de connaissance du tout, des techniques et surtout des possibilités nouvelles permettant de développer une agriculture (d'une caféiculture dans le cas des Bolovens) puissante et compétitive.

Il faut immédiatement ajouter que ces considérations ne peuvent en aucune façon être soutenues par des exemples concrets, en particulier dans le cas de la caféiculture, où il n'existe plus que deux pays de par le monde dans lesquels la grande propriété domine plus ou moins : il s'agit du Brésil et du Guatemala. Dans les autres pays, la part de ces grandes propriétés a toujours diminué, jusqu'à disparaître dans certains cas. Dans d'autres pays (ainsi au Viêt-Nam voisin), la croissance de la production de café est en relation directe avec la disparition des grandes exploitations et avec la possibilité accordée aux familles paysannes de fonder de nouvelles plantations. Le Laos n'est certainement pas le seul pays où l'option de terres cédées à des investisseurs étrangers est développée. Celle-ci est présente partout, particulièrement en Asie et en Afrique. En fait, un demi-siècle après les luttes pour l'Indépendance, dans lesquelles la récupération des terres spoliées par les puissances coloniales a joué un rôle majeur, cette aliénation partielle du territoire national par le biais de baux de longue durée est pratiquée par de nombreux pays du monde tropical.

« Cinq pays (Chine, Corée du Sud, Émirats Arabes Unis, Japon et Arabie Saoudite) disposent ensemble aujourd'hui de plus de 7,6 millions d'hectares à cultiver hors territoire national, soit l'équivalent de 5,6 fois la surface agricole de la Belgique » (*Le Monde*, Paris, 15 avril 2009, p. 1).

Depuis trois ans, selon certaines estimations, de 15 à 20 millions d'hectares ont ainsi fait l'objet de transactions. Ce phénomène mondial se présente sous

des formes très semblables, quel que soit le pays considéré, à la fois dans ses motivations initiales comme dans ses conséquences économiques, sociales et politiques.

2 – Des demandes de plus en plus nombreuses

Même dans le cas d'un espace aussi réduit que les Bolovens, on assiste actuellement à une véritable ruée sur les terres, au moins au niveau des demandes exprimées. Il faut immédiatement préciser que cette ruée ne peut mathématiquement pas aboutir, ne serait-ce que pour des raisons d'espace disponible. À partir d'une récente mise à jour, selon les responsables de la supervision des terres, administration ayant autorité sur les concessions des terres, parmi les huit types d'espaces définis⁷ pour la Province de Champasak, les plus importants sont les suivants :

- Les terres pour l'agriculture couvrent 260 000 ha ;
- Les forêts occupent 1 800 000 ha ;
- Les autres types d'espaces, beaucoup moins vastes, concernent les travaux routiers, les activités culturelles, la sécurité, les constructions, les terrains autour des ressources en eau, les terrains industriels.

Selon des sources officielles (Land Management Authority, Land and Natural Resources Research and Information Center, Vientiane), le Gouvernement va proposer la mise en réserve de 70 % des terres des Bolovens. Les agriculteurs locaux et les concessions se partageraient donc les 30 % qui restent. Les mêmes instructions officielles interdisent l'expulsion de territoires déjà occupés par des agriculteurs, ce qui limite d'autant les terres disponibles pour les concessions. Malgré tout cela, le potentiel exceptionnel de la région, la fertilité du sol, son aptitude à produire un café de grande qualité, suscitent beaucoup de convoitise.

Il existe une certaine opacité en matière de décision sur l'attribution de terres. Une chose semble claire, la responsabilité de celle-ci dépend de l'importance de la concession demandée. Au niveau des investissements, si celui-ci dépasse 5 millions de US \$, ce sont les autorités centrales qui décident. Au-dessous, c'est le Gouvernement de la Province. Au niveau de la surface considérée, les décisions interviendraient selon les règles suivantes :

- Le Gouverneur de district peut décider lorsque la surface est inférieure à moins de 3 ha ;

7. Source : M. Bounxou Kouvanthong, responsable du Land Management Authority of Champasak Province.

- Le Gouvernement de la Province a la responsabilité de l'attribution, lorsque la concession est d'une surface comprise entre 3 et 100 ha (c'est probablement une des raisons pour lesquelles beaucoup de demandes portent sur des surfaces égales ou inférieures à 100 ha) ;

- La décision intervient à l'échelon national pour toute demande de surface supérieure à 100 ha.

Au début de 2007, avant le grand démarrage des demandes de terres, les projets approuvés couvraient un total de 3 508 ha pour le seul District de Paksong. Pratiquement toute la surface concédée était destinée à la caféiculture, ce qui était loin de signifier que toute cette surface était déjà couverte de plantations. Seulement 1 484 ha avaient été défrichés (tabl. 4).

	Nombre de demandes	Surface totale correspondante
1999 et avant	5	1 848
2000	4	443
2001	-	-
2002	4	187
2003	-	-
2004	3	774
2005	3	156
2006	1	100
Total	20	3 508

Tableau 4 – Évolution du nombre des permis accordés dans le District de Paksong jusqu'en 2007

(Source : Land Authority of Champassack Province)

Depuis cette date, le nombre des demandes a explosé. Selon un document du "Land Authority of Champassack Province", pour l'ensemble de la province de Champassack, à la date du 20 novembre 2008 on compterait 74 projets proposés par des personnes ou des compagnies nationales (concernant principalement le District de Paksong), parfois en liaison avec des investisseurs étrangers ou des membres de la diaspora lao, et 57 provenant de sociétés étrangères, parmi lesquelles une majorité de sociétés thaïlandaises (24 demandes) et vietnamiennes (20 demandes) (tabl. 5).

Origine	Nombre de demandes	Surface totale correspondante
Canada	1	167
Chine	4	505
Japon	1	100
Corée	3	25 150
Malaisie	1	300
Thaïlande	24	12 301
Viêt-Nam	20	45 771
Total	54	84 294

Tableau 5 – Les demandes de concessions de terres des compagnies non laotiennes jusqu'à fin 2007

(Source : Land Authority of Champassack Province (date 03/11/2007))

En dehors de la Corée, dont l'importance ne tient qu'à une demande, la place des voisins immédiats du Laos apparaît tout à fait hégémonique, ce qui ne saurait finalement surprendre de la part de pays très peuplés et dont le territoire national contigu au Laos est de plus en plus exploité. Le poids des propositions vietnamiennes apparaît tout particulièrement important. Il faut toutefois préciser que cette ruée demeure pour l'instant très théorique. Avant d'être définitivement acceptées, les demandes suivent une procédure assez longue, ce qui laisse beaucoup de marge pour des possibilités d'ajustements et de corrections. Selon le document du *Land Authority of Champassak Province*, qui fait le recensement de tous les dossiers de concessions, les surfaces réellement concédées à la fin 2007 ne concernaient qu'une portion très modeste du total. Selon le responsable du Bureau du District de Paksong⁸, il n'y aurait pour l'instant qu'une quinzaine de concessions comptant véritablement dans la production de café.

3 – Le blocage foncier

En tenant compte du fait que finalement la place de ces concessions demeure pour l'instant relativement modeste, on pourrait imaginer que les réactions à celle-ci soient encore relativement modérées. Il n'en est rien. Dès à présent elles suscitent des réactions importantes. Mais il est vrai que deux facteurs interviennent pour aggraver leurs effets sur les populations :

- Comme on l'a déjà observé, les grandes étendues du Plateau ne doivent pas faire croire qu'on est dans un milieu sans limite. La surface agricole disponible

8. M. Bounmak Sayson phao, Vice gouverneur du District de Paksong.

est relativement modérée. Selon certains intervenants, le potentiel de surface en caféiers ne représenterait guère plus de 100 000 ha⁹. Il faut donc rapprocher cette estimation avec celle cumulée des demandes de concessions.

- Les concessions déjà accordées se situent majoritairement dans la partie nord du Plateau. La pression qu'elles exercent sur les communautés locales est donc beaucoup plus forte que ne pourrait le faire croire le simple examen des surfaces déjà accordées. Beaucoup redoutent leur extension future.

Cette crainte est d'autant plus grande qu'il existe une très grande différence entre les facilités accordées aux grandes compagnies pour obtenir des terres et les très grandes difficultés qu'ont les paysans pour obtenir des garanties sur les terres qu'ils occupent ou que leurs descendants souhaitent occuper. En principe, un héritier dispose d'un droit complet d'utilisation, à condition qu'il ait un certificat légitimant sa présence sur le territoire qu'il occupe. Ce document peut être obtenu dans un délai de trois ans à partir de la demande. Depuis la période 1996-1998, il y a eu une intense activité de certification, portant sur environ 100 000 ha et 542 villages¹⁰. Ces documents sont encore accordés par centaines tous les ans et sont remis aux bénéficiaires de manière solennelle à l'occasion d'une importante cérémonie. En fait ces certificats sont souvent provisoires et ne correspondent pas à une appropriation définitive. Si ces terres agricoles peuvent être transmises de génération en génération, les documents obtenus ne permettent pas d'obtenir de crédits, ni de vendre les terres. Cela suppose donc une grave limitation dans les possibilités d'amélioration des outils de production.

On rencontre une autre limitation très importante dans le droit d'usage, à savoir qu'on ne peut disposer que de 3 ha par membre actif de plus de 14 ans (1 ha dans le cas de la riziculture). Dans la pratique l'allocation de terre(s) est fonction de la capacité réelle du travail familial. Si les bénéficiaires de certificats ne disposent pas d'une réelle capacité à gérer les terres, celles-ci peuvent leur être retirées au bout de trois ans, qu'il y ait certificat ou non (c'est loin d'être le cas pour les concessions déjà en fonctionnement, où l'essentiel des terres demeure en friche !). Les exploitants ne peuvent donc pas disposer d'une réserve foncière au sein des exploitations familiales, d'autant que la plupart des unités d'exploitation ne couvrent tout au plus que de quelques hectares. Un problème très grave se pose donc lorsque de nouveaux foyers se fondent.

Ailleurs cette capacité à engendrer une dynamique de multiplication de nouvelles exploitations constitue un facteur de croissance économique majeur. Grâce à un climat tempéré par l'altitude (pas de paludisme ni de maladies

9. Déclaration de M. Sinouk Sisombat, Président de l'Association du Café Lao.

10. M. Bounxou Kouvanthong, responsable du *Land Management Authority of Champasak Province*.

sévissant en terre chaude) et à une faible mortalité infantile, les régions de production de café *arabica* bénéficient d'un accroissement naturel très important. Les familles dépassant très largement la dizaine d'enfants ont souvent et longtemps été la norme. Au bout d'une génération, avec un accès à des terres disponibles, cela suppose la fondation de nombreuses nouvelles exploitations caféières par les descendants. Cette croissance particulièrement rapide aboutit à la mise en place de nouvelles régions productrices, fortement peuplées, très organisées, très dynamiques. Les exemples abondent, que ce soit en Amérique latine ou en Afrique.

Dans le cas des Bolovens, la logique voudrait que les mêmes causes produisent les mêmes effets, mais il y a blocage du fait des difficultés d'accès à de nouvelles terres. Lorsque des descendants veulent s'installer, cela ne reste possible que dans la mesure où il existe encore des espaces vacants, et en demandant l'autorisation au Chef de village. La légitimation de l'occupation vient ensuite : chaque année le District envoie une équipe pour l'inspection foncière. Mais le développement des concessions (même sur des terres non encore exploitées) compromet ce processus. Ce blocage se manifeste dès à présent. Beaucoup de communautés ne disposent plus de réserve foncière, et s'en plaignent énormément, d'autant que de nombreuses familles n'ont déjà pas accès à la terre. Une estimation d'un responsable du Ministère de la Planification estime qu'environ 20 à 30 % des ruraux sont dans ce cas. Dans tous les cas, même lorsque les parents disposent de parcelles bénéficiant d'une certification, ils n'en ont pas assez pour toute leur descendance. En conséquence la plupart des enfants n'ont guère d'autre solution que de quitter la région ou de chercher à s'embaucher dans des activités salariées. Cela signifie également l'étiollement à terme de toute la région, avec une population de plus en plus vieillissante. Le développement de la région par les paysans et pour les paysans est donc très sérieusement hypothéqué.

4 – Un mécontentement très perceptible

Même si l'on se doit d'être en l'occurrence très prudent et ne pas généraliser à partir d'entretiens par définition très subjectifs, il semble évident que les problèmes qui viennent d'être évoqués nourrissent un mécontentement, voire une exaspération, des populations concernées. On peut résumer ce malaise à partir de deux formules entendues au cours des entretiens :

- On veut nous transformer en employés. Moi, je veux travailler ma terre à moi !

- Porter plainte, on ne reçoit aucune réponse : c'est perdu dans le vent.

Le « on » collectif souvent employé apparaît relativement significatif d'une perception assez répandue en milieu villageois, à savoir qu'il y a eux d'un côté, puis les sociétés concessionnaires et l'administration de l'autre, les deux faisant cause commune. Il semble évident que, pour eux, si les plaintes qu'ils peuvent parfois formuler ne reçoivent pas de réponse, c'est parce qu'en fait les concessions ont le pouvoir et que l'administration ne peut rien faire, quand elle ne fait pas cause commune avec elles ! Le mécontentement est dès à présent suffisamment important pour qu'il s'exprime sans détours, y compris de la part de responsables locaux :

Pour l'instant ce mécontentement s'exprime seulement de manière verbale. Toutefois il prend dès à présent des tournures très différentes. Une majorité se plaint mais ne souhaite guère aller plus loin, souvent par acceptation de ce qu'ils pensent être la politique du gouvernement, ou encore par sentiment d'impuissance. La protestation verbale, alliée à une relative passivité de réaction semble rester la règle. Mais on sent poindre d'autres sentiments :

Si dans l'avenir les concessionnaires nous mettent la pression, il faudra lutter ou alors les enfants devront partir. Les gens du district nous disent la même chose, qu'il faut trouver ailleurs des emplois.

Ils nous ont tout le temps menti : « on va vous donner ça », mais jamais rien ne vient. Ils discutent entre membres du village, il y a beaucoup de rage, mais le chef du district est venu les calmer.

Dans certains cas, on sent que si les plaintes demeurent indéfiniment sans réponse, la situation pourrait prendre un tour plus délicat. Pour l'instant il n'y a pas eu de destruction dans les concessions, avant tout par souci de légalisme, mais également tout simplement par crainte. Mais on se doit d'écrire qu'il n'est pas sûr que cela soit toujours pareil.

*

Les dysfonctionnements dans la politique d'attribution des concessions et dans leur fonctionnement sont devenus de plus en plus perceptibles. Une ligne rouge a dû être franchie. Les concessions sont devenues un sujet particulièrement brûlant. Il en résulte parfois une réserve évidente dans les propos ou des non-dits sur cette question. Ces non-dits sont d'ailleurs en eux-mêmes significatifs du fait que la question des Bolovens est aujourd'hui devenue d'une importance majeure dans la politique nationale. Elle semble bien faire débat aux plus hauts niveaux et dans tous les ministères concernés. Elle se complique d'autant plus du fait que trois provinces se partagent le plateau et que des responsables de Vientiane reconnaissent avoir parfois du mal

à connaître les pouvoirs respectifs et la manière de travailler de chacune d'entre elles. Mais il y a consensus pour affirmer que les Bolovens sont en danger. Le tout semble aboutir aujourd'hui à une remise en cause de tous les principes d'attribution de terres nouvelles, mais également à une reconsidération des formes de gestion ou de collaboration à développer. Un moratoire a été décidé. Pour combien de temps ?

Le cas du Laos et des concessions illustre la discordance assez étonnante entre les options de développement qui privilégient assez fréquemment la grande exploitation et la réalité de la croissance de la production agricole qui bien souvent relève de la performance des exploitations familiales. Les exemples de la pertinence de ces exploitations familiales ne manquent pourtant pas, et ils sont même tout à fait spectaculaires, tout particulièrement dans les pays asiatiques bordant le Pacifique. Le cas du Viêt Nam constitue un des derniers exemples, mais non le moins spectaculaire. Étrangement, la fascination du grand domaine se maintient, en dépit de tous ces exemples. Il semble pourtant avéré que dans le cas du caféier, l'absence d'économie d'échelle procure un avantage économique indiscutable à l'exploitation familiale (Tulet, 1997).

Cette dynamique propre aux caféiculteurs est à même de permettre une vraie croissance régionale, comme on en voit les prémisses sur le Plateau des Bolovens. À la différence des concessions, dont le but ultime est nécessairement la maximisation et le rapatriement des bénéfices, les planteurs consomment localement ce qu'ils tirent de la vente du café (dépendances courantes et investissements). L'amélioration incontestable du niveau de vie qui résulte de l'augmentation des revenus du café se traduit par des effets induits qui apparaissent donc importants. Il suffirait donc de soutenir cette expansion paysanne et non de la bloquer par des opérations foncières néfastes à tous égards.

Bibliographie

Battini J.L., 1991 - *Proposition de programme de recherche et de développement de la caféiculture sur le Plateau des Bolovens*. IRCC-Laos: Vientiane, 44 p., plus annexes.

Dauplay J.-J., 1929 - *Les terres rouges du plateau des Boloven*. Imprimerie commerciale C. Ardin: Saigon, 91 p.

Diaz Pedregal V., 2008 – *Étude socio-économique des organisations de producteurs de café mises en place dans le cadre du PAB-PCADR. Propositions de stratégie générale et d'amélioration. Rapport final*. Programme de capitalisation en appui à la politique de développement rural. Point d'application des Bolovens: s.l., 83 p.

Duris D., Bonnal P. et Pilecki A., 2002 - Filières du café au Laos et stratégies paysannes. *Recherche et caféiculture*, p. 64-74

Fortunel F., 2007 - Le plateau des Boloven et la culture du café, entre division interne et intégration régionale. *L'espace géographique*, Paris, tome 36, n° 3, p. 215-228.

Galindo S. et Sallée B., 2007 - *Participe analysis of coffee supply chain in Lao PDR*. Groupe de travail Café (GTP), 86 p.

Land Management Authority, Land and Natural Resources Research and Information Center, Vientiane.

LAOS. Ministry of Agriculture, 2006 - *Agricultural Statistics Year Book 2006*. *Le Monde*, Paris, 15 avril 2009, p. 1.

Metz S. et Sarfati C., 2008 - *Proposition de principes de délimitation pour une demande d'indication géographique du Café du plateau des Bolovens*. Ministry of Agriculture and Forest (MAF): Vientiane / National Agriculture and Forestry Research Institute (NAFRI): Vientiane / The Projet Etablissement des Indications Géographiques (PEIG) (Project on Establishment of Geographical Indicators): Vientiane, 1^o partie, 17 p.

Sallée B., 2007 - *Programme d'appui à l'établissement d'indications géographiques au Laos. Étude de faisabilité sur le café des Bolovens*. S.e.: s.l., 24 p.

Sallée B. et Lomany C., 2008 - *Bilans de la construction et de la campagne 2007-2008 des 31 centres collectifs de traitement du café par voie humide*. Programme de capitalisation en appui à la politique de développement rural. Point d'application des Bolovens: s.l., 04/2008.

Taillard Ch., 2005 - Le Laos à la croisée des corridors de la région du grand Mékong. In: Gentil D. et Boumard P. - *Le Laos doux et amer*. CCL-Khartala: Paris, p. 71-92

Tulet J. Ch., 1997 - La prééminence des producteurs familiaux dans la caféiculture de l'Amérique hispanophone. In : Haubert M., dir. - *Les paysans, l'État et le marché. Sociétés paysannes et développement*. Publications de la Sorbonne : Paris, p. 267-278.

| Résumé |

Le plateau des Bolovens (sud du Laos) est un bloc de relative haute terre (plus de 1000 m d'altitude) à rebords abrupts. La population laven (Lao Theung) est encore assez faible (150 000 habitants), répartie dans 358 villes et villages. La culture du caféier constitue la motivation et l'occupation fondamentale de la plupart des habitants : c'est une tradition ancienne et le caféier est largement cultivé. Il a participé à l'organisation régionale et contribue à fortifier une nouvelle société paysanne. Mais des opérations d'aménagement (hévéaculture en grandes plantations) menacent leurs activités et prospérité actuelles qui reposent sur la caféiculture et le maraîchage.

MOTS-CLÉS : Laos, Plateau des Bolovens, économie rurale, politique rurale, caféiculture.

| Abstract |

Coffee peasant plantations and land concessions in the Plateau Bolovens Highlands (Southern Laos): synergy or antagonism.

The Bolovens Plateau (Southern Laos) is a highland area, more 1 000 m high, with steep slopes. Laven population (Lao Theung) is only 150 000 inhabitants, divided into 358 towns and villages. The coffee agriculture is the motivation and the main activity of most people. It is an old traditional agriculture. Quickly the coffee trees has been spread. Widely its agriculture has developed and has contributed to build the regional organization and to strengthen a new peasant society. But now, country planning processes (heveaculture) threaten their economic activities (coffee plantation, vegetable farming) and prosperity.

KEYWORDS : Laos, Plateau Bolovens, rural economy, rural Policy, coffee agriculture.



▲ **Récolte minutieuse.** Dans le système de caféiculture familiale, un grand soin est apporté à la récolte « 100 % rouge ». La famille, impliquée dans l'objectif de qualité, est chargée de la récolte et lorsque des salariés sont employés, ils sont payés à la journée et non au poids ou volume. Dans leur enquête, Galindo et Sallée rapportent que seulement 32 % des producteurs ont recours à des salariés et que le poids moyen journalier récolté est de 25,2 kg pour obtenir cette haute qualité.



▲ **Contrôle de qualité.** Dans les groupements de l'AGPC, un contrôle strict de qualité de la récolte est exercé lors de la livraison par les membres. Lorsque la récolte n'est pas « 100 % rouge », le membre trie son café avec la famille et les autres membres présents.



▲ **Récolte « 100 % rouge ».** Les soins apportés par les familles et le contrôle de qualité du groupement donnent un résultat impressionnant. Les grains de café issus de ce type de récolte présentent des sucres à complète maturité, une garantie pour l'expression optimale des arômes.



▲ **Sélection des flottants**

Toutes les cerises flottantes seront écartées du café pour l'exportation. Ce sont souvent des cerises piquées par le scolyte des drupes (*Hypothenemus hampei*) ou des cerises ayant subi un accident physiologique au cours de leur développement. Contrairement à bien d'autres pays producteurs, les groupements de l'AGPC effectuent cette sélection à la main, ce travail manuel n'est possible que dans un système « familial ».

◀ **Sélection au lavage**

Après fermentation naturelle, le café des groupements est lavé dans des canaux de sélection densimétrique. Cela permet d'éliminer les pulpes folles et les grains les moins denses. Encore une fois, ce travail manuel n'est possible que dans un système « familial ».



▲ **Séchage 100% solaire sur claies.** Tout le café de l'AGPC est séché au soleil sur des claies. C'est le mode de séchage considéré comme le meilleur pour la qualité du café. Au cours de ce séchage, les membres trient continuellement le café parche pour enlever tous les grains non conformes.



▲ **Sélection finale du café parche.** Avant livraison du café parche à l'usine de l'AGPC pour préparer le café export, les membres trient manuellement une dernière fois et enlèvent les derniers grains non conformes. Ils livrent un café parche de très haute qualité. Seule une organisation de type « familial » peut se permettre tant de soin et de passion.



◀ **Plantation d'hévéa
dans la région de Paksé**

Ces plantations occupent des espaces immenses. Elles sont gérées selon des normes très strictes, à grand renfort d'intrants de tous types.

**Le café dans les choux
pendant ses premières
années de croissance**

